



Communiqué de presse

La Réunion
26 février 2013

MADAGASCAR

Cyclone Haruna

Le 22 février, le cyclone Haruna frappait la côte Sud-Ouest de Madagascar, et traversait ensuite le sud de la grande île. Le bilan officiel, non définitif, évoque 18 morts et plus de 22 000 personnes sinistrées.

Le Mouvement Croix-Rouge se mobilise pour porter secours aux personnes affectées par les conséquences du cyclone. La PIROI vient d'être activée afin d'envoyer 35 tonnes de matériel par bateau directement à Tuléar.



Dans la matinée du 22 février, le cyclone tropical Haruna frappait de plein fouet la côte Sud-Ouest de Madagascar, au niveau de Morombe, avec des vents en rafales à plus de 170 km/h accompagnés de fortes précipitations. Haruna a ensuite traversé toute la grande île, affectant principalement les districts de Morombe, Tuléar 1 et 2, Sakhara et Betioky, et ressortait en fin d'après-midi par le Sud-Est.

Les derniers chiffres publiés par le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC) font état de 18 morts, 16 disparus, 81 blessés et plus de 22 000 sinistrés. De nombreux dégâts matériels sont également à déplorer dont 1120 cases détruites et de nombreuses infrastructures endommagées (écoles, administrations, centres de santé, routes, barrage, matériel électrique etc.). A Tuléar, principale ville du Sud-Est, la rupture d'une digue a inondé plusieurs quartiers, nécessitant des évacuations de masse de la population.

La côte Ouest malgache est beaucoup moins exposée au risque cyclonique que l'Est du pays, ce qui rend la population d'autant plus vulnérable car peu habituée à gérer ce type de désastre. De plus, les accès routiers vers le Sud-Ouest sont très difficiles en saison des pluies, hormis la ville de Tuléar desservie par la RN7, ce qui rend extrêmement difficile l'accès aux zones sinistrées.

Le gouvernement malgache et la communauté humanitaire présente à Madagascar se sont très vite mobilisés pour porter assistance aux victimes, organiser les évacuations et mettre en place 14 centres d'hébergement. Du matériel de première urgence a pu être acheminé de la capitale vers Tuléar, incluant de la nourriture et du matériel de traitement d'eau. Aux vues de l'ampleur des dégâts, le premier ministre malgache a lancé hier, 26 février, un appel à l'aide internationale, relayé par le Mouvement international de la Croix-Rouge qui se mobilise fortement, sous la coordination de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR).

Cyclone Haruna Impact as of 23 Feb 2013 OCHA



La Croix-Rouge malgache (CRM), de part sa présence sur tout le territoire, a été une des premières organisation à intervenir sur le terrain. Dans les districts de Tuléar, Sakaraha, Morombe, Miandrivazo et Analamanga, les volontaires de la CRM ont participé aux évacuations, à la gestion de 9 camps et ont apporté soutien psychosocial et consignes de sécurité aux populations sinistrées. Des campagnes de sensibilisation à l'hygiène, visant à réduire le risque de maladies liées à l'eau, ont commencé et se poursuivront pendant plusieurs semaines. Les équipes de la CRM ont également participé à la remontée d'informations sur l'évaluation des dégâts et au dialogue avec les tous les acteurs afin de mettre en place au plus vite un plan d'action d'urgence et de réhabilitation.



Les volontaires de la CRM accueillent les familles dans les centres d'hébergement (image : CRM)

A la demande de la Croix-Rouge malgache, et en coordination avec la FICR, la Plateforme d'Intervention régionale de l'océan Indien de la Croix-Rouge française (PIROI) a été activée ce mardi 26 février et acheminera depuis son entrepôt de la Réunion 35 tonnes de matériel humanitaire. Ce matériel inclut 1500 kits de reconstruction de l'habitat, 3000 bâches et trois lignes de traitement d'eau, permettant de répondre aux besoins de 1500 familles affectées par le cyclone. La FICR a activé son fond d'urgence (DREF) pour répondre aux besoins de 10 000 personnes.



Les équipes de volontaires de la CRM s'organisent pour porter secours aux familles (image : CRM)

Le chargement partira dès demain de l'entrepôt de la PIROI à la Réunion, grâce au soutien des Forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI) qui vont mobiliser le Patrouilleur austral Albatros. Le matériel humanitaire devrait atteindre le port de Tuléar en fin de semaine. Les équipes de la CRM se chargeront ensuite de le distribuer aux populations sinistrées.



Chargement de matériel sur l'Albatros en 2012 (image : archives, PIROI)

La Croix-Rouge française (CRF) recherche actuellement des partenaires afin d'intensifier ses activités, en coordination avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Les journalistes sont conviés à venir assister au chargement du matériel le mercredi 27 février à 7h à la PIROI et à 9h à la darse militaire du Port

Contacts PIROI Réunion :

Croix-Rouge française-PIROI | LA REUNION

Marie-Laure FALQUET, assistante de programmes

Tél. +262 262 53 19 61, GSM +262 692 63 10 77, Courriel : marie-laure.falquet@croix-rouge.fr



La PIROI est composée de différents membres du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge : le Croissant-Rouge comorien, la Croix Rouge française, la Croix Rouge malgache, la Croix-Rouge de Maurice, la Croix-Rouge du Mozambique, la Croix-Rouge des Seychelles, la Croix-Rouge tanzanienne, la Fédération internationale de la Croix Rouge et du Croissant Rouge et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). En partenariat avec les Sociétés nationales de la région, la PIROI mène des activités de préparation et de réponses aux catastrophes dans la zone Sud-Ouest de l'océan

Indien, en étroite coordination avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le programme régional de coopération – Préparation et réponse aux catastrophes dans la zone Sud-Ouest de l'océan Indien porté par la PIROI est cofinancé par : l'Union Européenne et la Région Réunion dans le cadre du programme « l'Europe s'engage à La Réunion avec le FEDER » (Fonds Européen de Développement Régional), l'Agence Française de Développement et la Commission de l'Océan Indien.

